

Les activités qui ont bridé la croissance ces dernières années

■ Le taux de croissance a baissé de 5% à 3,9% entre les périodes 2000-2007 et 2008-2017.

■ Dans l'agriculture, presque tous les indicateurs se sont notablement améliorés au cours des dix dernières années.

■ Dans l'industrie de transformation (y compris l'artisanat), l'évolution est contrastée, suivant les branches et sous-branches.

L'économie marocaine, après un rythme de croissance relativement élevé, grosso modo entre 2000 et 2008, accuse, depuis, un ralentissement qui perdure encore. D'une moyenne annuelle de l'ordre de 5% sur la première période, le taux de progression du PIB est retombé à une moyenne de 3,9% par an entre 2008 et 2017 – le résultat encore provisoire de l'année 2018, qui est de 3%, ne changeant rien à cette moyenne.

Il s'agit ici, évidemment, d'un résultat agrégé de l'ensemble des activités économiques. Quid de l'évolution des secteurs et des branches qui les constituent ? Quels sont ceux et quelles sont celles dont l'activité a fléchi et celles ou ceux qui, au contraire, ont progressé ? Le ministère de l'économie et des finances, à travers la direction des études et des prévisions financières (DEPF), vient de publier un

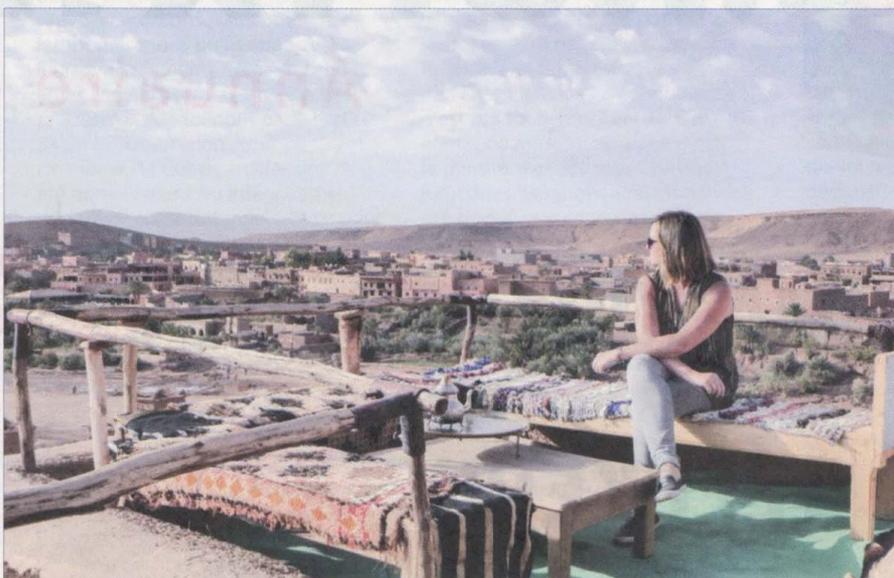


tableau de bord sectoriel de l'économie marocaine qui permet, au moyen de tableaux et de graphes, de rapidement visualiser la situation de l'ensemble des activités qui participent à la formation du PIB.

Les services restent dominants

Première observation qui se dégage des données de la DEPF, puisées pour l'essentiel des comptes nationaux du HCP : la structure sectorielle de la croissance est quasiment la même sur toute la période étudiée et qui va de 2000 à aujourd'hui. Les services restent dominants avec une valeur ajoutée représentant en moyenne 57% du total des valeurs ajoutées entre 2008 et 2017 au lieu de 57,3% entre 2000 et 2008 ; le secteur secondaire avec une part respective de 29% contre 28,6% et le primaire de 13,9% au lieu de 14,1%. Point donc de transformation structurelle de l'économie. Si l'on rapporte ces valeurs à la situation qui prévalait pendant la décennie 90, on constate en revanche une évolution non pas de la structure globale de l'économie, mais du poids de chaque secteur. En effet, d'une

moyenne de 17,5% par an au cours de la décennie 90, la valeur ajoutée du secteur primaire a baissé à une moyenne annuelle de 14% entre 2000 et aujourd'hui. Du point de vue de l'économie dans son ensemble, cette évolution est dans l'ordre des choses : dans les pays émergents en général, la part de l'agriculture dans le PIB a baissé plus ou moins fortement, comme au Brésil par exemple où elle est passée de presque 18% dans les années 60 à moins de 5% en 2017, ou encore au Chili où elle n'est plus que de 3,8% contre 10,5% auparavant. Cela ne doit pas être interprété, pour autant, comme le signe d'une négligence de ce secteur, mais comme le résultat d'une évolution plus rapide des autres secteurs, le secondaire et le tertiaire.

Le recul de la part du primaire dans le total des valeurs ajoutées au Maroc n'a pas profité au secteur secondaire. La part de celui-ci a en effet pratiquement stagné, voire légèrement baissé : 28,8% entre 2000 et 2017 au lieu de 29,8% dans la décennie 90.

Le secteur tertiaire en revanche a vu sa part augmenter d'une moyenne de 52,7% à

57,2% entre les deux périodes.

Il faut rappeler toutefois que le poids du tertiaire est partout en augmentation et le secondaire en stagnation, en particulier dans les pays développés. Pour résumer, disons que la structuration par grands secteurs économiques au Maroc est la même que celle que l'on peut observer ailleurs. A ceci près que le poids relatif de chacun de ces trois grands secteurs diffère, suivant le niveau de développement atteint.

Quid maintenant des branches qui composent ces secteurs ? Dans le secteur primaire (agriculture, chasse et services annexes, pêche et aquaculture), les évolutions sont notables. La céréaliculture, qui constituait auparavant la spéculation la plus importante, a légèrement baissé en superficie cultivée, mais augmenté considérablement en rendement. Et en effet, le rendement de la céréaliculture est passé de 10,5 quintaux à l'hectare sur la période 2000-2007 à une moyenne de 15,2 quintaux à l'hectare au cours de la période 2008-2017, soit une progression de près de 45%. Et cette amélioration a concerné toutes les compo-

santes de la céréaliculture (blé tendre, blé dur, orge, maïs). Idem pour les oléagineuses ou encore les cultures industrielles dont le rendement a augmenté respectivement de 34,6% et 66,5% entre les deux périodes. La même observation vaut pour les cultures maraîchères, les cultures de saison, et les primeurs, dont la production a augmenté respectivement de 24%, 20% et 49,2%.

Agriculture: le travail non rémunéré en baisse

Autre indicateur intéressant, le taux de valeur ajoutée (valeur ajoutée rapportée à la production) dans le secteur primaire est le plus élevé de tous les secteurs : il est de 65,5% en moyenne sur la période 2008-2017 au lieu de 61,4% au cours de la période 2000-2007. Précisons néanmoins que ce niveau élevé du taux de valeur ajoutée s'explique aussi par le fait que l'agriculture, de manière générale, est encore moins intégrée dans la chaîne des valeurs mondiales que le secteur manufacturier par exemple. Les exportations des produits agricoles, pour leur part, ont augmenté de 11,8 milliards de DH en 2008 à 24,7 milliards de DH en 2017. En moyenne, les exportations sont passées de 8,8 milliards par an entre 2000 et 2007 à 16,3 milliards entre 2008 et 2017.

Plus généralement, et contrairement à ce que d'aucuns pourraient croire eu égard à l'exposition du secteur aux variations climatiques, la croissance du secteur primaire, en moyenne annuelle, est la plus élevée : 7,4% par an en moyenne entre 2008 et 2017, contre 2,1% au cours de la période 2000-2007. Il en résulte que la contribution de ce secteur à la croissance économique globale est passée de 0,3 point par an en moyenne au cours de la période 2000-2007 à 0,9 point entre 2008 et 2017, soit une augmentation

de...200%. Conséquence de la modernisation du secteur, qui connaît la plus forte productivité, sa part dans l'emploi total a baissé d'une moyenne de 44,6% entre 2000 et 2007 à 39,6% entre 2008 et 2017. Et là, il s'agit d'une évolution plutôt intéressante, car cette baisse de l'emploi concerne surtout les aides familiales, c'est-à-dire le travail non rémunéré.

Baisse du taux de valeur ajoutée dans l'industrie et hausse des exportations

Dans le secteur secondaire, par contre, l'évolution des branches est contrastée. Si l'industrie d'extraction a fortement amélioré sa part de valeur ajoutée (de 1,8% à 3,2%) dans le total des valeurs ajoutées de l'économie, entre les périodes considérées, l'industrie de transformation, en revanche, a légèrement baissé (de 18,8% à 17,5% en moyenne), de même que l'électricité et l'eau (de 2,5% à 2,2%). La branche BTP,

Un manque à gagner de 72 milliards, en 2020, pour le PIB touristique

Dans le secteur tertiaire, le fait notable est la forte baisse de la croissance des arrivées touristiques étrangers (4,1% par entre 2008 et 2017 au lieu de 7,7% entre 2000 et 2007) et cette baisse concerne aussi bien les touristes étrangers que les MRE. La croissance des recettes, elles aussi, a chuté de 15,7% par an à 2,5% entre les deux périodes. Les analystes de la DEPF estiment à ce propos que le secteur est «loin de converger vers les objectifs de la Vision

2020». Ils anticipent un manque à gagner pour le PIB touristique de 72 milliards de DH en 2020 et un cumul d'emplois non créés de 335 272 postes.

Les autres branches du tertiaire qui ont amélioré leur part dans la valeur ajoutée totale sur les périodes considérées, ce sont les activités financières et d'assurances, l'administration publique générale et la sécurité sociale et enfin, l'éducation, santé et action sociale ■

elle, a légèrement augmenté sa part dans la valeur totale à une moyenne de 6,2% au lieu de 5,6% entre les deux périodes. Le raffinage de pétrole et autres produits d'énergie a vu sa valeur ajoutée chuter d'une moyenne de 0,4% entre 2000 et 2007 à 0,1% entre 2008 et 2017. En fait, depuis 2013, la valeur ajoutée de cette branche est tout simplement nulle !

Il faut dire que l'industrie est la principale composante

du secteur secondaire. Et si sa part dans la valeur ajoutée totale de l'économie comme dans le PIB a chuté de 1 point entre les deux périodes considérées, c'est parce que, suivant la classification retenue dans la comptabilité nationale, on y intègre aussi l'artisanat. Est-ce la seule explication ? Les chiffres de l'industrie, tels qu'ils apparaissent dans le tableau de bord du ministère des finances, laissent voir en

tout cas une stagnation de la croissance de la valeur ajoutée à une moyenne de 3% sur les deux période considérées, une baisse du taux de valeur ajoutée de 30,2% à 28,1% en moyenne (mais une remontée notable à partir de 2013), une forte augmentation de la productivité apparente du travail et une hausse du taux d'exportation, notamment depuis 2013. Là encore, la situation est contrastée, suivant

la sous-branche considérée. Par exemple, le taux de valeur ajoutée a augmenté dans l'industrie chimique et parachimique de 28% à 30,2% entre 2000-2007 et 2008-2017, et ces dernières années ce taux dépasse 40%. Il a baissé par contre pour toutes les autres sous-branches, en raison du fait qu'elles connaissent une intégration relativement plus importante à la chaîne des valeurs mondiales. Idem pour le taux d'exportation : s'il a baissé pour l'industrie du textile et cuir, la chimie et parachimie, il a progressé pour l'industrie mécanique et métallurgique, électrique et électronique et l'agro-industrie.

A propos de la chute du taux de valeur ajoutée, rappelons que le Plan d'accélération industriel vise précisément, à travers notamment les écosystèmes à mettre en place, à réduire progressivement la captation d'une partie de la valeur ajoutée par les fournisseurs extérieurs ■